



Assemblée générale

CPSD/534

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Quatrième Commission

9^e séance – matin

QUATRIÈME COMMISSION: LE CHEF DU DPI AVANCE LE CHIFFRE D'1,7 MILLIARD DE CONSULTATIONS SUR LE COMPTE TWITTER DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le hashtag #UNGA* sur Twitter a été consulté plus de 1,7 milliard de fois dans le monde et les propres postes de l'ONU vus 238 millions de fois, a annoncé aujourd'hui le Secrétaire général adjoint à la communication et à l'information, devant la Quatrième Commission qui ouvrait son débat sur les questions relatives à l'information.

Pour la première fois cette année, a indiqué M. Peter Launsky-Tieffenthal, le Département de l'information (DPI) a assuré la couverture du débat général de l'Assemblée générale par webcast dans les six langues officielles, ainsi que dans la langue originale de l'intervenant, y compris sur un canal en direct sur YouTube. Les résultats ne se sont pas faits attendre puisque l'intérêt pour la rencontre annuelle des chefs d'État et de gouvernement, à cette soixante-huitième session de l'Assemblée, a été particulièrement vif sur Twitter. Entre le 24 septembre et le 1^{er} octobre, le hashtag #UNGA a été consulté 1,7 milliard de fois dans le monde et les propres postes de l'ONU vus 238 millions de fois.

Étant donné qu'environ 1,5 milliard de personnes utilisent à présent, sous une forme ou une autre, les médias sociaux, le DPI a affiché des vidéos, des photos, des images en direct, des infographiques et des liens pour informer et intéresser le grand public.

S'agissant des Centres d'information, les statistiques indiquent que, de janvier à septembre 2013, les pages affichées sur les sites Web gérés par ces Centres ont été consultées plus de 22 millions de fois, soit une moyenne de 3,1 millions de pages vues par mois, s'est réjoui le Secrétaire général adjoint.

Les délégations ont applaudi ces succès. Il ne fait aucun doute, a commenté la représentante de l'Union européenne que les nouvelles technologies et les médias sociaux sont en train de s'établir comme des outils importants pour le DPI. Elle a encouragé le Département à avancer dans cette voie pour augmenter son champ d'action et ses échanges avec les organisations non gouvernementales (ONG), non sans préciser que « l'Union européenne et ses États membres restent très désorientés par ce qu'ils voient comme une tendance croissante au sein de l'ONU à essayer d'exclure la société civile de ses travaux », ce qui est « contreproductif et contraire aux valeurs fondamentales de l'Organisation ».

Les médias sociaux, a convenu la représentante de l'Indonésie, sont devenus le véritable « symbole de notre époque » mais, a-t-elle mis en garde, il faut savoir y présenter l'information et bien mesurer son impact dans ce contexte de « communication instantanée ». Elle a salué le fait que le DPI soit conscient que ces médias peuvent être soit le messenger d'une culture de la paix et de la tolérance soit celui de l'incompréhension et de la haine. Elle a appelé le DPI à préserver un équilibre entre les différentes plateformes, de la manière la plus efficace et la plus rentable.

Son homologue de la Thaïlande, au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), a aussi attiré l'attention du DPI sur les risques inhérents aux outils comme Facebook, Twitter ou Instagram, à savoir la crédibilité, la désinformation et les vérités partielles. Elle lui a aussi rappelé la réalité de la fracture numérique entre pays développés et pays en développement. Les médias traditionnels gardent donc toute leur importance, a estimé le représentant des Fidji, au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

Il a insisté auprès du DPI sur la disparité entre les langues officielles de l'ONU et a donc salué le « projet pilote » visant à publier en ligne des communiqués de presse dans les six langues officielles. « Amis de la langue espagnole au sein des Nations Unies », les représentants du Mexique et du Guatemala, parmi les 20 pays hispanophones de leur Groupe, ont réitéré la nécessité d'améliorer la mise à disposition, en temps réel, des informations en langue espagnole dans tous les médias de l'ONU. L'espagnol est aujourd'hui la deuxième langue la plus parlée dans le monde et les questions budgétaires ne sauraient servir d'argument pour empêcher la parité entre les langues officielles et éviter de répondre aux réalités actuelles, a tranché le représentant mexicain.

En début de séance, le rapporteur du Comité de l'information, M. Chibaula David Siwamba (Zambie), a présenté son rapport.

La Quatrième Commission poursuivra son débat général sur les questions relatives à l'information demain, jeudi 17 octobre, à 10 heures.

** Assemblée générale des Nations Unies*

RAPPORTS SUR LES QUESTIONS RELATIVES A L'INFORMATION

Rapport du Comité de l'information (A/68/21)

Le rapport du Comité de l'information, publié sous la cote (A/68/21), dresse le bilan de la trente-cinquième session des travaux de cette instance qui s'est tenue au Siège des Nations Unies, à New York, du 22 avril au 2 mai 2013. Ce rapport contient le résumé du débat général de la session et contient deux résolutions, A et B. Le projet de résolution A porte sur la question de « l'information au service de l'humanité », tandis que le projet de résolution B a trait à la question « politique et activités de l'ONU en matière d'information ».

Rapport du Secrétaire général sur les questions relatives à l'information (A/68/315)

Le présent rapport expose les grandes lignes des travaux du Département de l'information du Secrétariat portant sur les enjeux sociaux et politiques, les principaux problèmes de développement et de maintien de la paix, sa contribution aux commémorations et célébrations de l'Organisation des Nations Unies, les questions liées au réseau mondial des centres d'information des Nations Unies, sa communication avec le public et la société civile –notamment les jeunes et les universitaires– sa présence grandissante dans les médias sociaux, le rôle joué par la radio, la télévision, Internet, les campagnes médiatiques et les communiqués de presse, ainsi que l'évolution de la publication, de la conception et de la commercialisation. Pour ce faire, le Département a adopté une démarche intégrée et globale induisant une action collective de ses divisions et de ses groupes de travail, et garde à l'esprit que parmi ses nombreux partenaires, avec lesquels il établit et entretient des relations, les États Membres, sur un plan aussi bien individuel que collectif, sont notamment ceux qui aident l'Organisation de façon cruciale à réaliser sa mission et à atteindre son but.

Déclaration liminaire du Secrétaire général adjoint à la communication et à l'information

M. PETER LAUNSKY-TIEFFENTHAL, Secrétaire général adjoint à la communication et à l'information des Nations Unies, a dressé un tableau des différentes activités du Département de l'information (DPI), depuis la parution du dernier rapport du Secrétaire général sur les questions relatives à l'information. Il a expliqué que, depuis sa prise de fonctions l'année dernière, sa priorité a été de comprendre comment les États Membres percevaient le travail du DPI et ce qu'ils souhaitaient comme améliorations pour le rendre plus dynamique.

S'agissant d'un meilleur accès aux services et produits du DPI, notamment la couverture multilingue, il a rappelé la requête de la délégation argentine pour que les communiqués en presse soient disponibles dans les six langues officielles. La délégation de l'Inde avait mis l'accent sur le fait qu'il ne fallait pas privilégier les médias digitaux dans la mesure où de larges régions du monde n'y avait encore qu'un accès limité. D'autres délégations avaient insisté sur une coopération renforcée entre le DPI et le système des Nations Unies et le Groupe des 77 et l'Union européenne, souhaitant une coopération plus soutenue entre les différents départements de l'ONU, en particulier ceux qui ont « une voix sur le terrain » comme le Département des

opérations de maintien de la paix (DOMP) et le Département des affaires politiques, a rappelé le Secrétaire général adjoint.

En réponse à ces propositions, M. Launsky-Tieffenthal a notamment souligné que, pour la première fois cette année, le Département a assuré la couverture du débat général de l'Assemblée générale par webcast dans les six langues officielles, ainsi que dans la langue originale de l'intervenant, y compris sur un canal en direct sur YouTube. Le Département avait également mis en place une page Internet interactive pour diffuser les liens pour les webcasts en direct du débat général et d'autres réunions de haut niveau. Les équipes radio et Internet du DPI ont également travaillé de concert pour produire des sujets multimédias dans les six langues à l'occasion de la Journée internationale des Casques bleus.

Le DPI, en étroite collaboration avec le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, a lancé, entre autres, un projet pilote pour produire les communiqués de presse en espagnol, avec le soutien des services de traduction espagnole, lors des travaux de la quarante-sixième Commission sur la population et le développement en avril dernier, a déclaré le Secrétaire général adjoint, indiquant qu'il ferait un exposé détaillé sur cette expérience à la trente-sixième session du Comité de l'information.

Étant donné qu'environ 1,7 milliard de personnes utilisent à présent, sous une forme ou une autre, les médias sociaux, une présence renforcée de l'ONU sur ces plateformes lui permet non seulement d'atteindre un public plus large, mais aussi de bénéficier d'un rayonnement et d'un impact croissant de ses produits traditionnels, comme les entretiens audio, les photos et les informations d'actualité, a expliqué le Secrétaire général adjoint. L'intérêt pour le débat général de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale a été particulièrement vif sur Twitter, sous le hashtag #UNGA, avec plus de 1,7 milliards de consultations et les propres postes de l'ONU vus 238 millions de fois.

Par ailleurs, les Centres d'information des Nations Unies ont désormais une présence en ligne d'une manière ou d'une autre, a encore précisé M. Launsky-Tieffenthal, ajoutant que les statistiques permettaient de mieux connaître la portée des actions quotidiennes, avec une moyenne de 3,1 millions de pages vues par mois entre janvier et septembre 2013.

Le Secrétaire général adjoint a également assuré aux délégations que le DPI faisait en sorte que la communication fasse partie intégrante du travail de toute la « famille de l'ONU ». Le Département travaille avec le système des Nations Unies et des partenaires extérieurs pour élargir son audience, a-t-il précisé, citant les actions menées dans le domaine de la lutte contre la pauvreté extrême. Il a présenté quelques exemples concrets de ces initiatives aux délégations, y compris un court métrage, et le cas des bannières et vidéos sur la Campagne Objectifs du Millénaire de l'ONU, qui ont été projetées sur les écrans du stade de Madrid lors d'un match du Real Madrid, et en présence du Secrétaire général. Le DPI a également projeté un reportage sur la participation de l'ONU au Global Citizen Festival, qui a eu lieu à Central Park en septembre, et où le Secrétaire général de l'ONU avait été présenté à un public de plus de 60 000 personnes, et à des millions dans le monde, par le chanteur américain Stevie Wonder pour y délivrer personnellement un message sur les Objectifs du Millénaire de développement (OMD). Ces actions s'inscrivent dans les efforts de sensibilisation de nouveaux publics et audiences, a précisé le Secrétaire général adjoint.

Pour ce qui est de la coopération interdépartementale en période de crise, M. Launsky-Tieffenthal a souligné qu'elle était d'autant plus cruciale que la communauté internationale devrait comprendre l'œuvre des Nations Unies en matières humanitaire et sécuritaire. À titre d'exemple, il a évoqué les cas du Mali et de la Syrie.

Par ailleurs, le Secrétaire général adjoint a indiqué que les services des deux bibliothèques de l'ONU à New York et à Genève fusionneraient prochainement pour mieux capturer et diffuser les connaissances et données du système onusien tout entier. Des plans et un budget détaillés seraient soumis à la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale en vue d'une décision finale, a-t-il ajouté.

M. Launsky-Tieffenthal a également présenté différentes actions menées pour élargir l'audience mondiale de l'ONU par le biais de nouveaux partenariats innovateurs, notamment avec des universités, des écoles et des instituts de recherche dans plus de 120 pays, comme dans le cas de l'initiative Impact universitaire (United Nations Academic Impact (UNAI)) lancée il y a trois ans. Des efforts similaires concernent également les États Membres, notamment par le biais de réunions de haut niveau, comme cela s'est produit pour les

délégations du Soudan et de l'Émirat de Sharjah qui ont examiné les moyens envisageables pour mieux promouvoir les valeurs et le travail de l'ONU dans ces pays.

Le travail du DPI a pour leitmotiv de fournir la meilleure information possible sur le travail, la mission et les objectifs des Nations Unies à la plus large audience possible et de la manière la plus efficace et accessible, y compris dans le plus grand nombre de langues, a rappelé le Secrétaire général adjoint. Grâce à une coordination plus efficace, à de nouveaux partenariats et à la priorité accordée aux succès mesurables, le Département a été en mesure d'améliorer et d'étendre considérablement l'accès à l'information sur les Nations Unies, a-t-il assuré. Il a dit compter sur le soutien des délégations pour toucher de nouveaux publics et gagner de nouveaux soutiens populaires auprès des peuples que ces délégations représentent à l'ONU, pour leur prouver à quel point l'investissement humain, éthique et financier dans les Nations Unies est crucial, en particulier en temps de crise et de difficultés, a conclu le Secrétaire général adjoint du DPI.

Débat général

M. PETER THOMSON (Fidji), s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, a déclaré que les Nations Unies avaient accompli des progrès importants dans le domaine de l'information, saluant les contributions du Département de l'information (DPI) à cet égard. Le Groupe a souligné que la coopération entre le DPI et le Comité de l'information est cruciale afin d'identifier les besoins et les priorités des États Membres et de leurs citoyens en matière d'information au sujet des Nations Unies. Ceci est particulièrement important compte tenu des réalités budgétaires actuelles, a encore noté M. Thomson. Par ailleurs, de nombreux pays en développement manquent de ressources et de moyens techniques et se heurtent à des difficultés en matière d'accès à l'information concernant les activités de l'ONU, a-t-il déclaré. C'est pourquoi, à son avis, le Département doit s'efforcer de toucher le plus grand nombre de personnes possible.

Le Groupe, a-t-il poursuivi, souligne l'importance du Programme d'information spécial sur la question de Palestine, qui contribue à la sensibilisation du public et de la communauté internationale sur cette question et aux efforts visant à atteindre une paix juste et durable conformément aux résolutions des Nations Unies. De même, le Groupe encourage le Département de l'information à continuer de partager l'information au sujet des débats concernant le programme de développement pour l'après-2015. Le Département devrait également travailler avec le Comité spécial de la décolonisation (Comité des Vingt-Quatre) pour sensibiliser le public à la troisième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme (2011-2020), a-t-il encore déclaré.

M. Thomson a souligné l'importance du travail du réseau des Centres d'information des Nations Unies, appelant à leur renforcement et au renouvellement de leurs infrastructures. Toute décision relative à la réorganisation des Centres d'information, a-t-il estimé, devrait être adoptée en consultation avec les États hôtes et en tenant compte des spécificités géographiques, linguistiques et technologiques, ainsi que des besoins des différentes régions du monde.

Par ailleurs, le Groupe des 77 et la Chine, a dit le représentant, note qu'en dépit des efforts du Département de l'information pour améliorer le contenu multilingue du site de l'ONU, la disparité entre les langues officielles continue à s'approfondir. À cet égard, le Groupe salue le « projet pilote » du Département visant à publier en ligne des communiqués de presse dans les six langues officielles sans augmenter ses ressources et l'appelle à mettre au point une stratégie novatrice dans ce but, en collaboration avec les autres départements. En même temps, le Groupe réaffirme l'importance des médias traditionnels qui continuent d'être les moyens de communication privilégiés de nombreux pays en développement et souligne l'importance de préserver les archives des Nations Unies, a conclu M. Thomson.

S'exprimant au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), M. NORACHIT SINHASANI (Thaïlande) a estimé que le Département de l'information (DPI) était « la voix des Nations Unies », dont elle « diffuse le message de paix aux quatre coins du globe ». Il a salué l'approche intégrée de la DPI sur les problématiques globales de la paix, de la sécurité, du maintien de la paix, des droits de l'homme, des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et de l'agenda du développement pour l'après-2015.

Soulignant le rôle des Centres d'information, le représentant a salué en particulier les efforts déployés par ceux de Manille et de Jakarta qui ont permis de mobiliser la jeunesse et la société civile autour de Rio+20. Il a également appelé le DPI à renforcer encore ce type d'actions. Abordant la question des nouvelles technologies, le représentant a estimé que le DPI devait renforcer encore ses capacités de communication en particulier vers les pays en développement. S'il a salué l'usage de nouveaux médias et plateformes virtuelles tels

que Facebook, Tweeter ou Instagram qui offrent la possibilité d'atteindre plus de gens plus rapidement, il a aussi mis en avant les risques inhérents à ces outils, à savoir les problèmes de crédibilité, la désinformation et les vérités partielles. Tout en saluant les efforts du DPI pour combler le fossé numérique entre pays développés et pays en développement, le représentant a estimé cependant qu'il était essentiel que les médias traditionnels, la télévision, la radio et le papier ne soient pas négligés.

M. EDEN CHARLES (Trinité-et-Tobago), s'exprimant au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), a salué le travail du Département de l'information (DPI), qui améliore la compréhension des principes sous-tendant l'action des Nations Unies. De même, la Communauté salue les efforts visant à renforcer le multilinguisme. La Communauté, a dit le représentant, note le travail accompli par le Département en vue de diffuser l'information et de sensibiliser le public aux questions de santé publique et l'appelle à maintenir la question des maladies non transmissibles à son ordre du jour.

M. Charles a souligné l'excellent travail du Département de l'information dans la promotion des Journées internationales, notamment la Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage. Le Département a été un partenaire crucial de l'initiative visant à ériger un mémorial permanent aux victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique. En conclusion, le représentant a demandé que l'on nomme rapidement un nouveau Directeur du Centre d'information de la région des Caraïbes.

Mme FRANCESCA RIDDY-O'DOWD, Union européenne(UE), a remercié le Département de l'information (DPI) pour la réunion informelle qu'il a organisé, il y a un mois, sur les différents produits et services qu'il met à la disposition des délégations pendant cette soixante-huitième session de l'Assemblée générale. Elle a salué le fait que le DPI ait réussi à mieux coordonner et intégrer ses trois sous-programmes et attend de nouvelles applications de cette approche intégrée tout au long de la soixante-huitième session. Parmi les questions prioritaires sur lesquelles le DPI doit communiquer, elle a cité la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), la mise en œuvre des conclusions de la Conférence Rio+20 et le programme de développement pour l'après-2015.

Elle a aussi cité le changement climatique et la protection de la biodiversité. Le DPI a également à sensibiliser l'opinion publique au Traité sur le commerce des armes et au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Les questions liées au respect des droits de l'homme devraient également être tout en haut de la liste des priorités du DPI, en particulier pour ce qui est des droits des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres et des droits de la femme. Mme Riddy-O'Dowd est également revenue sur la liberté d'expression et sur la responsabilité des tous les Etats Membres de garantir que les journalistes puissent s'acquitter de leur fonction librement, citant à regret les chiffres avancés par le « Committee to Protect Journalists » selon lesquels 1 050 journalistes auraient été tués depuis 1992, dont 37 cette année seulement.

Compte tenu de l'importance de garder sous le feu des projecteurs les tragédies qui se déroulent en Syrie et dans d'autres parties du monde, la représentante a félicité le DPI pour l'attention qu'il y porte, en particulier à travers le portail du Centre des nouvelles. Elle s'est en outre félicitée du nouveau site Web visant à promouvoir un projet ONU-UE sur la gestion des ressources naturelles pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix.

Les nouvelles technologies de l'information et des communications et les médias sociaux sont en train de s'établir comme des outils importants pour le DPI. La représentante a souhaité que l'on recoure de plus en plus à ces technologies, notamment en tenant compte de la diversité linguistique qui est déjà une réalité dans l'ensemble des activités du DPI. Elle a invité ce dernier à utiliser davantage les ressources en ligne et les médias sociaux pour élargir son rayon d'action aux organisations non gouvernementales (ONG). « L'Union européenne et ses États membres restent très désorientés par ce qu'ils voient comme une tendance croissante de l'Organisation à essayer d'exclure la société civile des travaux de l'ONU. » Elle a qualifié cette tendance de tout à fait contre-productive et contraire aux valeurs fondamentales de l'Organisation. Elle a conclu en réaffirmant l'importance du multilinguisme comme un aspect fondamental du multilatéralisme et en saluant la diffusion en direct dans les six langues officielles des réunions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Elle a encouragé de nouvelles avancées dans ce domaine, « dans la limite des ressources disponibles ».

M. ARUN JAITLEY (Inde) a souligné le rôle central joué par le DPI dans la promotion du travail des Nations unies, s'agissant en particulier des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et de l'agenda du développement pour l'après-2015. Il a rappelé le rôle des Centres d'information qui représentent « une interface importante » entre l'ONU et les communautés locales. Dans ce contexte, il a estimé que ces

Centres devraient être renforcés et dotés de ressources financières adéquates. Considérant qu'ils permettent aussi aux talents locaux de s'impliquer dans le travail de l'ONU, le représentant a appelé le DPI à approfondir encore sa coopération avec les communautés locales. Il a encouragé des relations plus développées avec les institutions du savoir telles que les universités « qui peuvent jouer un rôle crucial dans la promotion de l'agenda des Nations Unies ».

M. Jaitley a salué les efforts déployés par le DPI en faveur du multilinguisme. « Ces efforts doivent être intensifiés », a-t-il insisté, avant de conclure sur la question des nouvelles technologies de l'information. Si l'Inde salue l'utilisation la plus large possible des technologies, elle a rappelé toutefois que de nombreux pays en développement n'y ont pas accès et qu'il est donc indispensable que l'information diffusée par le DPI reste accessible sur les supports traditionnels.

M. RICARDO ALDAY (Mexique) a salué les efforts et le travail dynamique du Département de l'information (DPI) qui « fait plus avec moins » et l'intégration des nouvelles technologies et des réseaux sociaux dans ses activités. Cependant, il ne faut pas perdre de vue que les moyens de communication traditionnels restent, pour des millions de personnes, l'unique moyen de s'informer des activités des Nations Unies. À cet égard, le représentant mexicain a réitéré la préoccupation de sa délégation quant à l'aggravation de la fracture numérique entre pays en développement et pays développés. Il a appelé aux autorités publiques, société civile et secteur privé à poursuivre leurs efforts pour la réduire, conformément aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Le Mexique, a déclaré le représentant, insiste sur l'importance du multilinguisme et de la parité entre les six langues officielles de l'ONU et réitère la nécessité d'améliorer la mise à disposition, en temps réel, d'informations en langue espagnole dans tous les médias de l'ONU. Faisant également partie du Groupe des Amis de la langue espagnole au sein des Nations Unies, le Mexique, parmi les 20 pays hispanophones du Groupe, appelle l'ONU à assurer l'équilibre entre toutes les langues officielles. L'espagnol est aujourd'hui la deuxième langue la plus parlée dans le monde et les questions budgétaires ne sauraient servir d'argument pour empêcher la parité entre les langues officielles et répondre aux réalités actuelles.

Mme SHARON YEO (Singapour) a déploré la fracture numérique qui continue de diviser le monde, alors que 60% des ménages dans le monde ne sont toujours pas connectés à l'Internet, selon les chiffres de la Banque mondiale. C'est pour cela que le Département de l'information de l'ONU doit continuer de se servir proactivement de la technologie et des nouveaux médias pour atteindre le plus large public possible dans le monde, a dit la représentante. Au niveau national, Singapour a pour sa part pris des mesures pour réduire le fossé numérique au sein de sa population. Ainsi 80% des ménages du pays sont connectés à l'Internet et le taux de pénétration des mobiles est de 155,5% a précisé Mme Yeo.

Le Gouvernement dispose en outre de sites Internet de dernière génération et autres plateformes et utilise les médias sociaux pour communiquer avec sa population, a-t-elle affirmé, indiquant qu'un plan « Nation intelligente 2015 » a été élaboré dans le but de créer une société numérique inclusive, y compris pour les personnes âgées et les personnes handicapées.

Pour Singapour, les Nations Unies ont un rôle à jouer pour réduire la disparité numérique entre pays développés et pays en développement. Elles doivent continuer de promouvoir un meilleur usage de l'information dans le monde, a conclu sa représentante.

M. YEHO PYVOVAROV (Ukraine) a relevé qu'une bonne coordination des activités des Nations Unies en matière d'information est une composante importante de l'efficacité de l'Organisation. À cet égard, l'Ukraine, a-t-il ajouté, salue le travail exemplaire du Département de l'information qui doit davantage couvrir les opérations de maintien de la paix dans les zones de conflit, afin de montrer aux citoyens la contribution concrète de l'ONU à la stabilisation du monde et combattre les préjugés négatifs sur la prétendue inefficacité de l'Organisation.

L'Ukraine, a souligné le représentant, considère que la diffusion de l'information n'est pas envisageable sans la liberté et l'impartialité des journalistes, qui parfois risquent leur vie. Il a, à son tour, jugé utile d'utiliser les nouvelles technologies et notamment les réseaux sociaux, pour élargir l'audience des Nations Unies. L'information est une « arme puissante » qu'il faut pleinement utiliser pour promouvoir les idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples, de démocratie et de prospérité, qui sont à la base des activités de l'ONU, a conclu le représentant.

M. GABRIEL ORELLANA ZABALZA (*Guatemala*) a souligné l'importance d'utiliser les nouvelles technologies pour sensibiliser le public aux activités et aux objectifs des Nations Unies, mais il a dénoncé la fracture numérique entre pays développés et pays en développement. Les médias traditionnels restent donc importants, a-t-il dit, car beaucoup de gens n'ont pas d'autres accès à l'information. Il faut diffuser l'information dans le plus de langues possibles et travailler à la réduction de la fracture numérique. Le représentant a estimé qu'il est fondamental de parvenir à la parité entre toutes les langues officielles des Nations Unies. Il faut, a-t-il estimé, modifier l'architecture de l'information au sein de l'ONU pour refléter la diversité linguistique du monde; le principe de parité ne pouvant se limiter aux deux langues de travail.

Le Guatemala, a dit M. Zabalza, fait partie du Groupe des Amis de la langue espagnole au sein des Nations Unies et reste préoccupé que les communiqués de presse ne soient pas publiés dans toutes les langues officielles. Il a appelé à des stratégies créatives dans le cadre des ressources budgétaires existantes pour remédier à ce problème.

M. YABO (*Israël*) a salué les efforts du Programme de communication sur l'Holocauste des Nations Unies qui permet de maintenir le souvenir de l'Holocauste dans le monde. Ce Programme contribue à renforcer la prise de conscience des jeunes pour lutter contre les violences ethniques et religieuses, a souligné le délégué. Il a rappelé que, cette année, le DPI avait organisé la huitième Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste. Israël, a-t-il insisté, est encouragé par les activités menées par ce Programme tant au Siège des Nations Unies qu'ailleurs dans le monde par le biais des Centres d'information. En donnant aux victimes un nom et un visage, le monde peut mieux comprendre la tragédie vécue, sans compter que le Programme fournit aux enseignants les outils nécessaires pour ce faire.

Grâce à ces programmes, les jeunes dans le monde sont sensibilisés aux valeurs universelles et, en particulier, à la responsabilité sociale, à la compassion et au sacrifice. Ainsi les jeunes apprennent qu'ils ont le pouvoir et le devoir de lutter contre la haine et la xénophobie. Le représentant s'est dit confiant que le Programme continuera à être doté des ressources nécessaires. Il a salué la souplesse du DPI qui recourt aux nouvelles technologies de l'information et des communications, aux réseaux sociaux pour atteindre une audience plus large. Avant de conclure, le représentant a tenu à exprimer sa préoccupation face au Programme spécial d'information sur la question palestinienne qui « offre une vision biaisée de la situation dans la région ». C'est la raison pour laquelle Israël ne participe pas aux réunions et séminaires organisés dans ce cadre. Il attend l'adoption d'une approche plus équilibrée.

M. ABDOU SALAM DIALLO (*Sénégal*) a rappelé qu'en mettant en place le Département de l'information, l'Assemblée générale a voulu donner écho à une double exigence: « celle de disséminer une information fiable et complète sur les activités et objectifs poursuivis par l'ONU, et celle d'établir le dialogue et de faciliter la compréhension entre les peuples du monde. En sa qualité de Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, M. Diallo a exprimé le soutien de sa délégation au Département pour la mise en œuvre du Programme spécial sur la question de Palestine. « Ce Programme revêt une importance singulière en raison de la précarité de la situation qui prévaut dans les Territoires palestiniens occupés et des nombreuses conséquences qui en découlent », a relevé le représentant.

Il a aussi insisté sur le rôle fondamental des différents Centres d'information qui, présents dans tous les continents, offrent aux populations des pays en développement « la possibilité d'avoir une meilleure perception et une meilleure visibilité des activités de l'ONU aussi bien dans les domaines politique, économique que social », a reconnu M. Diallo.

M. HAMED (*République arabe syrienne*) a indiqué que son pays accorde une grande importance à un système d'information conforme à la Charte des Nations Unies. A cet égard, l'Organisation doit faire entendre sa voix et propager un message de paix auprès de tous les peuples du monde. L'ONU doit jouer un rôle positif et rejeter les conflits et le terrorisme. L'information, a souligné le représentant, a un grand impact sur l'opinion publique mondiale. Il est donc inquiétant de voir le rôle négatif de certains médias qui déforment la réalité pour servir des intérêts politiques particuliers. À ce titre, a dit le représentant, il est important que les Nations Unies se basent sur des sources d'information objectives et apolitiques. Des rapports bien documentés ont été présentés aux Nations Unies sur la situation en Syrie, s'agissant, entre autres, de la présence de groupes terroristes liés à Al-Qaïda qui se sont rendus coupables de meurtres de journalistes.

La Syrie, a dit son représentant, insiste aussi sur la diffusion d'informations relatives aux souffrances du peuple palestinien dues à l'occupation illégale et systématique de son territoire, en violation des résolutions pertinentes des Nations Unies. Compte tenu de ces conditions tragiques et sans égale, la Syrie encourage le Département de l'information à couvrir les violations du droit international et des résolutions des Nations Unies commises par la Puissance occupante.

Il est important, dans ce cadre, d'accorder une plus grande attention à la langue arabe, a plaidé le représentant, en stigmatisant les lacunes du site Internet de l'Organisation dans sa version arabe. Avant de conclure, il a voulu dire combien il est important de garantir la liberté d'expression mais aussi de faire en sorte qu'elle ne soit pas manipulée pour porter atteinte aux croyances ou au patrimoine culturel des peuples du monde.

Mme ELLEONORATAMBUNAN (Indonésie) a rappelé qu'en tant que membre du Comité de l'information, son pays était particulièrement attaché à améliorer la libre circulation d'une information fiable et équilibrée. L'Indonésie estime en effet qu'il faut garantir et protéger la liberté de la presse, ainsi que le droit à l'information. Pour ce qui est des médias sociaux, qui sont devenus le véritable « symbole de notre époque », elle a souligné qu'il faut savoir y présenter l'information et bien mesurer son impact dans ce contexte de « communication instantanée ». Elle a salué le fait que le DPI soit conscient que les médias sociaux peuvent être soit le messenger d'une culture de la paix et de la tolérance ou de l'incompréhension et de la haine. Le Département doit préserver un équilibre entre les différentes plateformes à sa disposition, de la manière la plus efficace et la plus rentable.

L'Indonésie encourage le Département à ne ménager aucun effort pour informer le monde sur la question de Palestine et les efforts des Nations Unies en vue de parvenir à une paix durable au Moyen-Orient. En tant que pays contributeur de troupes aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, l'Indonésie juge vitale une coopération accrue entre le DPI et les Départements des opérations de maintien de la paix, d'appui aux missions et des affaires politiques pour sensibiliser l'opinion publique mondiale au travail des Casques bleus. Elle a salué les efforts du DPI pour marquer la Journée mondiale des Casques bleus et notamment le dossier multimédia qu'il a produit dans les six langues officielles de l'ONU. L'Indonésie est également consciente du travail essentiel des Centres d'information dans le monde. Toutefois, il faudrait, selon la représentante, renforcer la coopération entre, d'une part, ces Centres, et, d'autre part, les autres entités de l'ONU au niveau des pays et les gouvernements, pour une communication plus cohérente et pour la chasse aux doubles emplois.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel